

N°360
MAI
2020

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence France Trésor

page 1

Actualité économique

page 2

Données générales sur la dette

page 3

Marché secondaire

page 5

Dettes négociables de l'État

page 6

Économie française et comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

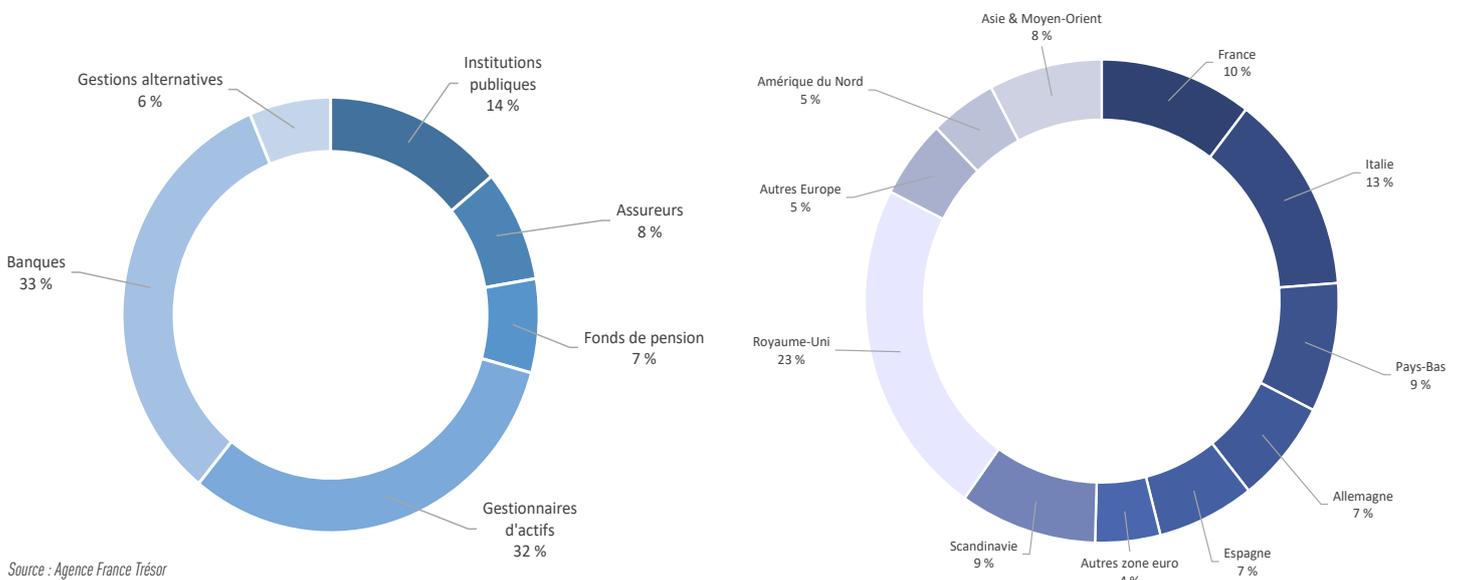
DEMANDE RECORD ET TAUX HISTORIQUEMENT BAS POUR LE LANCEMENT PAR SYNDICATION DE LA NOUVELLE OAT À 20 ANS

Dans la journée du mercredi 27 mai, l'AFT a lancé par syndication l'OAT 0,50 % 25 mai 2040, l'opération attirant une demande totale record de 51 milliards d'euros et un montant servi aux investisseurs de 7 milliards d'euros.

La syndication a été réalisée dans des conditions de marché très stables et de sécurité élevées : la demande totale et la diversité des intérêts exprimés a permis de resserrer significativement les conditions de prix pendant la construction du livre d'ordres et de clôturer rapidement la transaction.

Près de 400 investisseurs ont souscrit à l'opération, ce qui constitue là aussi un record pour l'AFT. L'allocation reflète un livre d'ordres de grande taille émanant d'une base d'investisseurs très diversifiée, tant sur le plan géographique que des types de contreparties (cf. diagrammes).

Une allocation très diversifiée en termes de catégorie d'investisseurs et d'origine géographique pour l'OAT 0,50 % 25 mai 2040



Ce nouveau titre a été émis à un taux de rendement à l'émission de 0,525 % à comparer aux taux d'émission de 1,320 % le 13 avril 2016 lors de la syndication de l'OAT 1,25 % 25 mai 2036 et de 1,741 % le 24 janvier 2017 lors de la syndication de l'OAT 1,75 % 25 juin 2039, précédents titres de référence dans la zone 20 ans.

Les chefs de file de cette opération étaient Barclays, BNP Paribas, Deutsche Bank, NatWest Markets et Société Générale. Tous les spécialistes en valeurs du Trésor faisaient partie du syndicat.

Cette opération porte à 130 Md€¹ le montant des émissions de dette à moyen et long terme réalisées sur les 5 premiers mois de l'année par l'Agence France Trésor en 2020 et à 53 % le taux de réalisation du programme de financement 2020 révisé suite à la deuxième loi de finances rectificative pour 2020 pour faire face à l'impact de la crise sanitaire, contre 48 % l'an dernier à la même période.

À travers cette syndication, la France réaffirme son statut d'émetteur de référence en zone euro pour les émissions de titres de maturité 20 ans. C'est aussi une nouvelle preuve de confiance des investisseurs dans l'économie française, la signature et la qualité de crédit de la France tandis que les conditions de marché demeurent très favorables : le coût de financement à moyen et long terme de la France s'établit à -0,04 % à fin mai 2020, contre 0,11 % sur l'ensemble de l'année 2019 qui était déjà une année exceptionnelle.

¹ Émissions à fin mai et rachats à fin avril, les volumes des rachats étant publiés à M-1

Pourquoi fortune et infortune ?

Il y a 10 ans, la zone euro entrainait dans la crise de la dette souveraine ; la création du FESF et le lancement du SMP par la BCE en Mai 2010 marquent le moment où les tensions en Grèce se muent en problème européen – le moment où l'Europe prend conscience que la stabilité financière de l'ensemble de l'union monétaire est menacée.

10 ans plus tard, malgré d'immenses progrès à la fois aux niveaux nationaux et supranationaux, la zone euro n'a pas encore trouvé les moyens de parer toutes ses faiblesses face à la crise sanitaire et ses conséquences économiques.

Personne ne joue avec les mêmes cartes

Sa fragilité tient notamment au fait que la pandémie, choc exogène et a priori symétrique, aura un impact économique différent selon les pays. Il est aujourd'hui évident que les économies qui étaient les plus fragiles avant la pandémie seront précisément celles qui en subiront le plus vivement les conséquences économiques, d'autant plus que ce sont celles dont la capacité de soutien budgétaire est la plus limitée du fait de finances publiques dégradées. La pandémie risque d'accentuer brutalement la divergence économique, qui avait été partiellement résorbée à la suite de la crise de la dette souveraine.

Pourquoi mon destin est-il de ne pouvoir cesser de me battre ?

Comme lors de la précédente crise, la BCE a offert la réponse la plus complète et la plus efficace jusqu'à présent, en s'engageant rapidement à combattre la fragmentation financière d'où qu'elle vienne – à commencer par les spreads souverains – et à assurer des conditions de crédit aussi favorables que possible à l'ensemble des acteurs économiques : aux souverains via le QE et le PEPP, aux grandes entreprises via le CSPP élargi au commercial papers et à l'ensemble de l'économie par le canal bancaire avec des TLTRO très favorables.

La monnaie est une belle femme qui épouse [même] les pauvres

Ces réponses ont déjà prouvé leur efficacité : l'écartement des spreads reste mesuré et idiosyncrasique, les banques ont pu faire face à l'immense augmentation de demande de crédit et les conditions de financement des grandes entreprises se sont nettement améliorées après le choc initial. Surtout, le succès de la BCE tient au fait que grâce à sa politique monétaire, les conditions de financement sont restées homogènes dans l'ensemble de la zone euro, malgré la divergence économique des zones géographiques.

Je ne peux rien faire, spectateur du désespoir

Cependant, comme en 2010, la coopération européenne tarde. La « ligne de défense » de 540 Md€ reste insuffisante : les lignes de crédit MES sont peu attractives, il est à craindre que le schéma de réassurance de la Commission n'apporte qu'un soutien limité aux pays les plus fragiles, tandis que les garanties de la BEI (Banque européenne d'investissement), bien que plus efficace en termes de convergence économique, disposent d'une enveloppe trop limitée.

Sans ambition, la vie c'est trop long

En revanche, contrairement à 2010, l'espoir d'une réponse européenne adéquate et opportune a nettement ressurgi avec la proposition de plan de relance franco-allemande. Si le montant de dépenses effectives reste trop limité selon nous, le symbole est extrêmement puissant : les deux premières économies de l'Union Européenne proposent que la Commission émette de la dette commune afin de financer des subventions directes dans les régions et les secteurs les plus touchés par la pandémie.

Ce fond de relance serait limité en montant – 500 Md€ – et dans le temps – les dépenses seraient concentrées sur les deux ou trois premières années du budget 2021-2027 – et ne constituerait pas, en théorie, une base pour un budget Européen de transferts permanents. Néanmoins, l'ambition de cette proposition et le fait que le ministre allemand des finances ait lui-même parlé de « moment Hamilton » témoignent du fait que France et Allemagne ont conscience que cette proposition pourrait constituer un premier pas vers un véritable budget fédéral.

La vie de rêve

Malgré la réponse de la BCE et l'espoir suscité par la proposition franco-allemande, la zone euro n'est pas sans vulnérabilité ; la crise économique actuelle, par son ampleur, pourrait fragiliser la zone euro et le marché unique. Une intégration européenne plus poussée est aujourd'hui indispensable, tandis que des efforts au niveau national sont encore nécessaires pour assurer une convergence de la compétitivité en zone euro. Au vu de la menace, un véritable budget européen semble indispensable pour assurer que tous les européens sont *nés sous les mêmes étoiles*.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

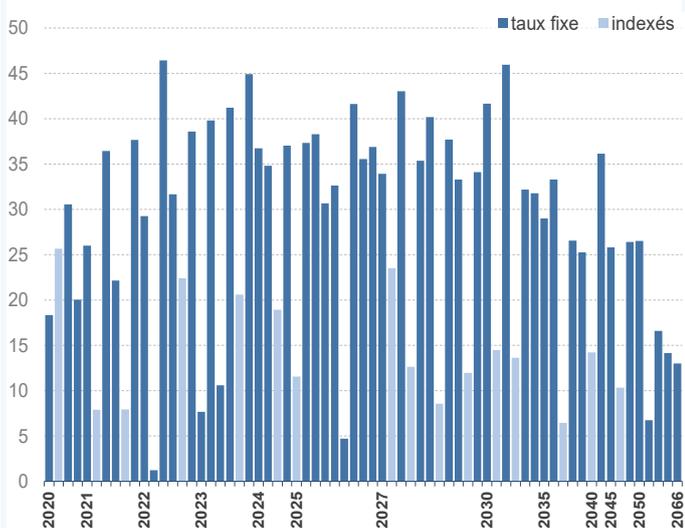
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Juin 2020	date d'adjudication	2	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	4	10	17	24	1/07	22	8	22
Juillet 2020	date d'adjudication	6	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	29	/	20	6	20

décalage (jour fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 30 AVRIL 2020

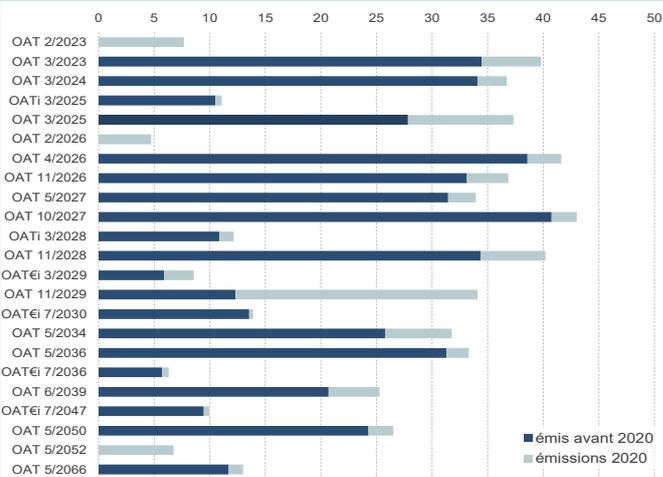
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 30 AVRIL 2020

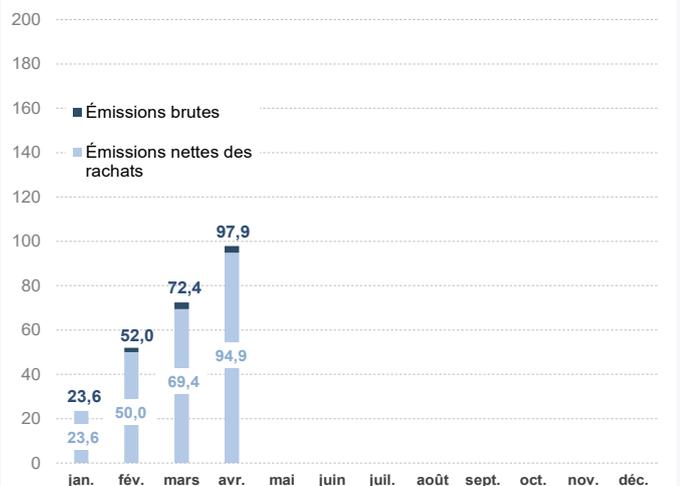
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 30 AVRIL 2020

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 30 AVRIL 2020

EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
mai-20	7,2	18,3
juin-20	0,4	
juil-20	3,0	25,8
août-20		
sept-20		
oct-20	10,7	30,5
nov-20	1,4	20,0
déc-20		
janv-21		
févr-21		26,0
mars-21	0,0	8,0
avr-21	11,5	36,4

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



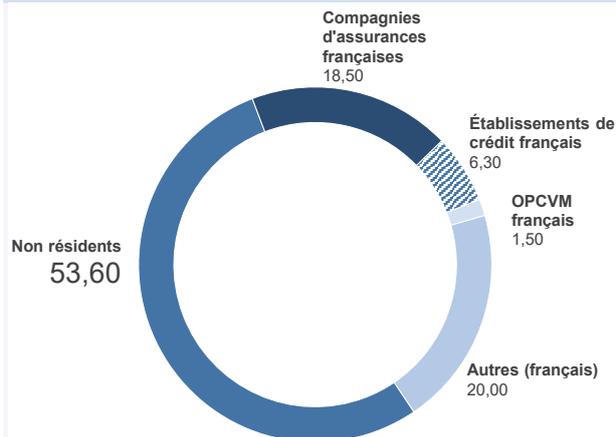
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 30 AVRIL 2020

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	1 768 040 493 205
Encours démembré	57 274 359 600
Durée de vie moyenne	8 ans et 250 jours
Total dette à court terme	127 416 000 000
Durée de vie moyenne	120 jours
Encours total	1 895 456 493 205
Durée de vie moyenne	8 ans et 45 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2017 AU 30 AVRIL 2020

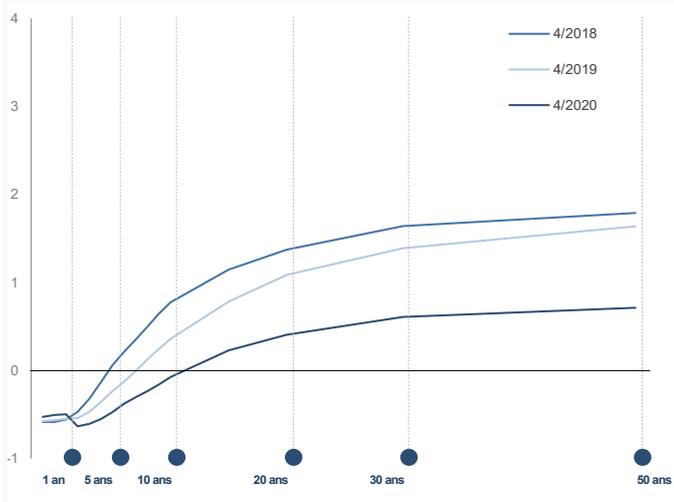
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2017	Fin 2018	Fin 2019	Fin mars 2020	Fin avril 2020
Encours de la dette négociable	1 686	1 756	1 823	1 873	1 895
<i>dont titres indexés</i>	202	220	226	229	231
Moyen et Long Terme	1 560	1 644	1 716	1 769	1 768
Court Terme	126	113	107	104	127
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	7 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	296 jours	336 jours	63 jours	66 jours	45 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

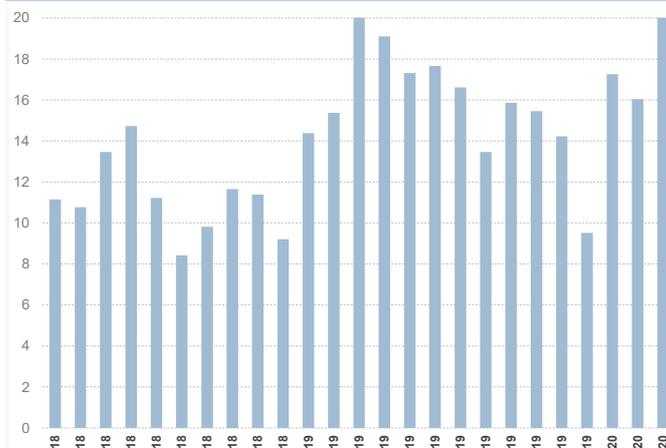
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

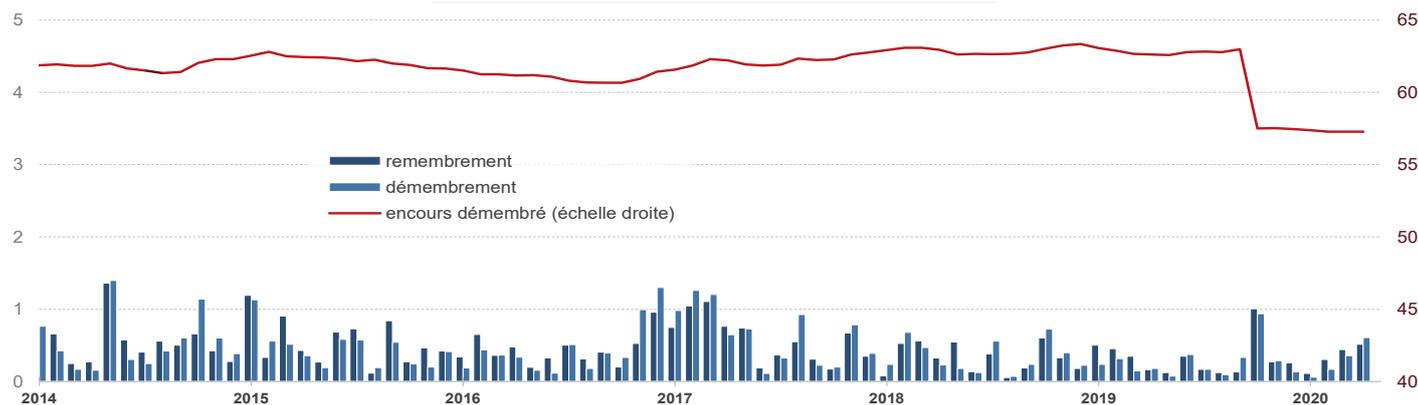
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

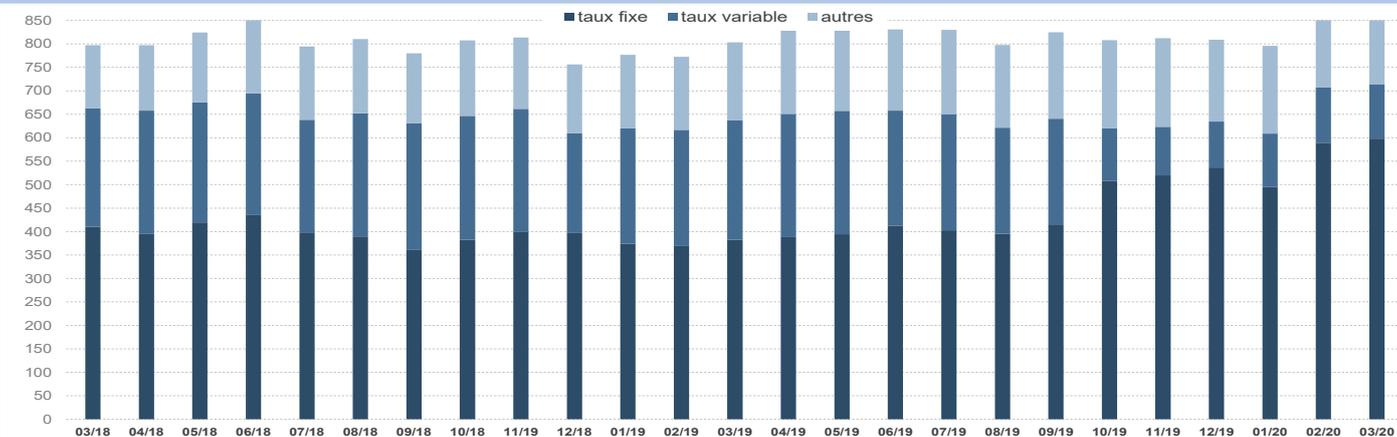
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 30 AVRIL 2020

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0125848566	BTF 6 mai 2020	3 275 000 000
FR0125848608	BTF 13 mai 2020	5 095 000 000
FR0125533135	BTF 20 mai 2020	4 669 000 000
FR0125848616	BTF 27 mai 2020	4 936 000 000
FR0125848624	BTF 10 juin 2020	5 611 000 000
FR0125533143	BTF 17 juin 2020	6 065 000 000
FR0125848632	BTF 24 juin 2020	6 431 000 000
FR0125848640	BTF 1 juillet 2020	5 971 000 000
FR0126001686	BTF 8 juillet 2020	8 998 000 000
FR0125692451	BTF 15 juillet 2020	5 158 000 000
FR0126001694	BTF 22 juillet 2020	8 650 000 000
FR0125848657	BTF 29 juillet 2020	4 659 000 000
FR0125692469	BTF 12 août 2020	5 267 000 000
FR0125848665	BTF 26 août 2020	7 042 000 000
FR0125692477	BTF 9 septembre 2020	4 087 000 000
FR0126001744	BTF 23 septembre 2020	7 301 000 000
FR0125848467	BTF 7 octobre 2020	6 160 000 000
FR0125848475	BTF 4 novembre 2020	5 688 000 000
FR0125848483	BTF 2 décembre 2020	4 331 000 000
FR0125848673	BTF 27 janvier 2021	3 624 000 000
FR0125848681	BTF 24 février 2021	5 219 000 000
FR0125848699	BTF 24 mars 2021	6 119 000 000
FR0126001785	BTF 21 avril 2021	3 060 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2020 - 2023) AU 30 AVRIL 2020

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2020		94 550 563 500				
FR0012557957	OAT 0,00 % 25 mai 2020	18 332 000 000			0	x
FR0010050559	OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020	25 653 563 500 (1)	1,26935	20 210 000 000	0	
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	30 547 000 000			0	
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020	20 018 000 000			3 000 000	x
Échéance 2021		138 014 605 180				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	25 982 000 000			0	x
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021	7 873 028 280 (1)	1,04058	7 566 000 000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	36 430 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	22 159 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	7 929 576 900 (1)	1,04958	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	37 641 000 000			0	
Échéance 2022		169 569 263 720				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	29 253 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			501 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	31 666 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	22 402 323 730 (1)	1,12841	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	38 582 000 000			0	
Échéance 2023		164 831 875 583				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	7 668 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 376 665 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	41 220 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 604 679 680 (1)	1,14166	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			433 085 000	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2019 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 ET PLUS) AU 30 AVRIL 2020

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2024		127 491 186 490				
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	36 721 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	18 935 186 490 (1)	1,05671	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	37 025 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		150 455 444 538				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 541 516 420 (1)	1,04062	11 091 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	37 325 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	38 297 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 827 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	32 638 000 000			0	x
Échéance 2026		118 764 000 000				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	4 722 000 000			0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	41 617 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	35 550 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
Échéance 2027		100 474 131 600				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	33 924 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 530 131 600 (1)	1,11201	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	43 020 000 000			52 043 600	
Échéance 2028		88 195 494 860				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	12 629 785 730 (1)	1,03889	12 157 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	29 709 130 (3)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	35 344 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	40 192 000 000			0	x
Échéance 2029		125 597 528 204				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	8 567 182 830 (1)	1,00119	8 557 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	37 680 880 458			2 484 846 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	33 281 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 954 464 916 (1)	1,30150	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	34 114 000 000			0	x
Échéance 2030		56 137 334 480				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	41 642 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	14 495 334 480 (1)	1,04313	13 896 000 000	0	x
Échéance 2031		45 948 000 000				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	45 948 000 000			46 900 000	x
Échéance 2032		45 775 796 950				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 613 474 350 (1)	1,28611	10 585 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			10 919 757 400	
Échéances 2033 et plus		342 235 268 100				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	31 774 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			4 562 437 000	
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	33 300 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	6 443 735 720 (1)	1,02314	6 298 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 684 941 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	25 266 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 232 938 980 (1)	1,19134	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	36 152 000 000			6 179 699 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			1 409 010 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	10 316 593 400 (1)	1,03820	9 937 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	26 409 000 000			652 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	26 515 000 000			103 600 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	6 744 000 000			0	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	16 583 000 000			8 380 518 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	14 140 000 000			7 616 404 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 006 800 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28/03/2019 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-7,3 %	03/2020
Consommation des ménages*, glissement annuel	-39,0 %	04/2020
Taux de chômage (BIT)	7,8 %	T1-2020
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	0,3 %	04/2020
• ensemble hors tabac	0,0 %	04/2020
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,3 Md€	03/2020
" "	-5,0 Md€	02/2020
Solde des transactions courantes, cvs	-3,3 Md€	03/2020
" "	-3,4 Md€	02/2020
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	-0,01 %	28/5/2020
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,28 %	28/5/2020
Euro / dollar	1,10	28/5/2020
Euro / yen	118,68	28/5/2020

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

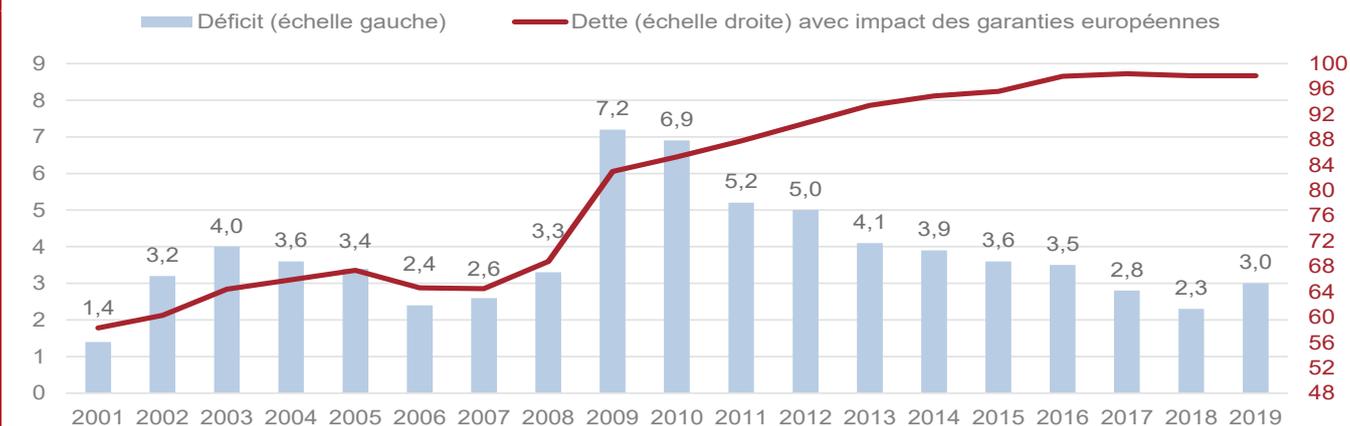
EN MILLIARDS D'EUROS

	2018	2019	niveau à la fin mars		
			2018	2019	2020
Solde du budget général	-76,91	-96,91	-12,32	-25,18	-37,12
Recettes	313,79	301,07	76,25	65,66	61,84
Dépenses	390,69	397,98	88,57	90,85	98,95
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,82	4,06	-20,73	-15,52	-15,39
Solde général d'exécution	-76,00	-92,69	-33,05	-40,71	-52,50

Source : Ministère de l'Action et des Comptes publics

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

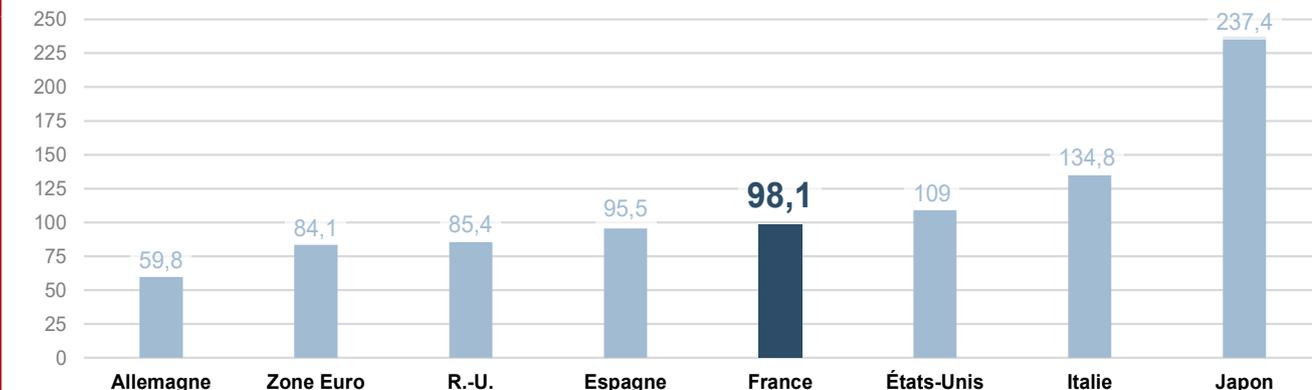
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2019

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

JUIN 2020 

9 Commerce extérieur en valeur en avril	9 Balance des paiements en avril	10 Indice de la production industrielle en avril	12 Prix à la consommation : indices de mai	15 Réserves nettes de change en mai	17 Inflation IPCH : indice de mai
19 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques T1 2020	26 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juin	26 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juin	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en mai	30 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en mai	

JUILLET 2020 

7 Balance des paiements en mai	7 Commerce extérieur en valeur en mai	10 Indice de la production industrielle en mai	15 Réserves nettes de change en juin	16 Prix à la consommation : indice de juin	23 Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle de juillet
23 Conjoncture dans l'industrie : Enquête mensuelle de juillet	27 Demandeurs d'emploi inscrits au deuxième trimestre 2020	29 Conjoncture auprès des ménages : enquête mensuelle de juillet	30 Prix de production et d'importation de l'industrie : indices de juin	31 Dépenses de consommation des ménages en biens en juin	

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin
 Rédaction : Agence France Trésor
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».